De Bagdad à Djakarta : l'onde de choc idéologique en Asie du Sud-Est musulmane

Romain Bertrand

▶ **To cite this version:**

Romain Bertrand. De Bagdad à Djakarta : l'onde de choc idéologique en Asie du Sud-Est musulmane. Critique Internationale, 2003, 19, pp.31-39. 10.3917/crii.019.0031 . hal-01018191

HAL Id: hal-01018191

https://sciencespo.hal.science/hal-01018191

Submitted on 3 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Contre-jour

De Bagdad à Djakarta : l'onde de choc idéologique en Asie du Sud-Est musulmane

par Romain Bertrand

Dans les manifestations de rue à Djakarta, organisées désormais principalement par le Parti de la justice, le slogan « Jugez George Bush ! » a remplacé le leitmotiv de la *Reformasi*, « Jugez Suharto ! ». L'ambassade des États-Unis s'est transformée en une véritable place forte continuellement assiégée par de petits groupes de militants du Front des défenseurs de l'islam (FPI) et du Mouvement des jeunesses musulmanes (GPI). Conscients de l'embarras extrême de visiteurs obligés de se faufiler entre les haies de policiers des brigades anti-émeutes, les diplomates américains préfèrent donner rendez-vous à leurs interlocuteurs politiques dans les halls des grands hôtels du centre-ville, *Hyatt* et *Mandarin Oriental*, plutôt qu'à leur bureau. À Kuala Lumpur, dans les quartiers pour classes moyennes aisées de Shah Alam et de Petaling Jaya, point de défilés protestataires, mais une floraison quotidienne de pamphlets dénonçant l'« agression » de la nation irakienne. À Bandar Seri Begawan, un immense silence, lourd d'inquiétudes sur l'avenir de l'économie de rente, si intimement lié aux tribulations du baril de brut moyen-oriental[1].

De toute évidence, l'intervention militaire américaine et britannique en Irak a un effet profondément déstabilisant sur les sociétés politiques d'Asie du Sud-Est. Celles-ci avaient déjà été durablement ébranlées par la crise économique de 1997-1998, qui avait rendu caduc l'argument de légitimité des autoritarismes de la région : la promesse d'une croissance durable. Et, depuis les attentats de Bali du 12 octobre 2002, l'idée de la montée en puissance des réseaux fondamentalistes contribue encore un peu plus à l'isolement de l'Asie du Sud-Est sur la scène internationale et à la crispation sécuritaire de gouvernements qui se méfient de leurs sociétés comme s'ils ne les (re)connaissaient plus. Dans les pays dont la population se déclare majoritairement de confession musulmane (l'Indonésie, la Malaisie, le Brunei), la crise irakienne accélère les processus de recomposition du champ idéologique amorcés

à la fin des années 1990. Et elle dramatise des luttes politiques nationales qui s'énoncent de plus en plus dans le langage de l'anathème et de l'hérésie.

L'antiaméricanisme en partage

En Malaisie, l'antagonisme entre le parti du Premier ministre Mahathir (l'UMNO) et le Parti islamique d'Hadi Awang (PAS) ne cesse de se durcir. L'islamisation accrue du débat public, produit de la stratégie de contre-offensive de l'UMNO sur le terrain religieux[2], fait de toute question ayant trait à l'islam un enjeu de positionnement politique. Quand bien même il en est venu à incarner un « vote-sanction » pour les jeunesses malaises lassées du discours développementaliste de Mahathir et des abus des oligarques du parti-État, le PAS n'est pas en mesure de prendre le pouvoir au niveau fédéral. L'UMNO contrôle toujours les États qui « comptent », au double sens du terme – ainsi du Sabah et du Sarawak, véritables banques de votes où la forte présence chinoise et une habile politique de redistribution assurent le succès à répétition du *Barisan nasional* (la coalition de gouvernement dirigée par l'UMNO). La dislocation du *Barisan alternatif* (la plate-forme d'opposition qui associait le PAS, le parti social-démocrate chinois DAP et le Parti de la justice) a privé la formation islamiste de toute chance réelle de percée nationale aux prochaines élections. En affirmant la nature islamique de l'État malaisien, et donc en sommant les élites religieuses du PAS de se prononcer sur les sujets sensibles de la place accordée aux *dhimmi* (minorités religieuses) et aux femmes dans leur vision idéale de l'« État de *sharia* », Mahathir a cru créer les conditions durables d'une marginalisation idéologique de l'aile conservatrice de la mouvance islamiste[3].

Mais, deux ans après la sortie oratoire du Premier ministre, on peut douter du succès de cette stratégie de préemption de la menace radicale. La mort de Fadzil Noor s'est traduite par la reprise en main du PAS par la faction ultra-conservatrice. L'aile proprement politique du parti, qu'incarnaient les analystes du « bureau stratégique » et la génération de jeunes députés accoutumés aux mondanités citadines, est de moins en moins influente. Par ailleurs, l'annonce du retrait de la vie politique de Mahathir en octobre prochain est lue simultanément comme un danger et une opportunité par les dirigeants du PAS. Un danger, car le successeur désigné de Mahathir, Abdullah Badawi, dispose d'une réputation de piété dont il entend jouer à plein pour reconquérir les électeurs « malais-musulmans » perdus. Une opportunité, car les remous provoqués au sein du comité exécutif de l'UMNO par l'exacerbation des appétits des grands barons ne manqueront pas de fragiliser le parti régnant lors des élections législatives, qui devraient être convoquées au premier semestre 2004. Enfin, la contre-offensive de l'UMNO à l'encontre du PAS accroît à l'extrême la politisation des questions religieuses. La volonté du gouvernement de mettre à bas le système des Écoles religieuses populaires (*Sekolah Agama Rakyat*),

taxées d'être des foyers de radicalisme, range ainsi aux côtés du parti islamiste tous les opposants laïcs à l'intervention de l'État dans les affaires communautaires.

Dans cette situation tendue, la mouvance islamiste légaliste (c'est-à-dire le PAS et le Mouvement des jeunesses musulmanes de Malaisie, l'ABIM[4]) n'a eu de cesse de fustiger le gouvernement pour ses prises de position jugées trop « timides » sur la crise irakienne, tant au plan politique qu'humanitaire. *Harakah*, l'organe de presse du PAS, n'a pas manqué de dénoncer « l'hypocrisie » des dirigeants de l'UMNO, qui se gargarisent de la notion d'« État islamique » mais n'osent monter au créneau lorsqu'une nation musulmane devient la proie d'une armée de mécréants. Dans le courrier des lecteurs du journal, un « enfant du PAS de Penang » écrit : « l'Amérique et la Grande-Bretagne sont d'épouvantables démons assoiffés du sang des croyants musulmans et qui veulent monopoliser le pétrole des terres d'islam. Ceci est bien une guerre de religion ». Un autre lecteur qualifie George Bush de « chef des chiens d'incroyants » (*ketua anjing kuffar*)[5]. L'ABIM a quant à elle codé sa condamnation dans des termes exclusivement antisionistes et antisémites : « Nous sommes d'avis que la guerre en Irak est une guerre sioniste contre l'humanité. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et leurs alliés de premier plan sont des suppôts d'Israël. Le monde entier a férocement protesté contre cette guerre injuste […] mais l'influence des sionistes sur la Maison Blanche, la politique internationale, les médias et le monde de la finance a prévalu […]. Le sionisme est une menace pour la société mondiale. Contenez cette menace avant que vous n'en deveniez les victimes et qu'elle ne vous plonge, vous et vos pays respectifs, dans le puits du chaos[6]. »

Hormis ces expressions de colère et de haine attendues, aucune manifestation de rue de grande ampleur n'a troublé Kuala Lumpur. Mais l'antiaméricanisme (et l'antisémitisme qui fréquemment l'accompagne) n'est pas ou plus une valeur réservée aux mouvances islamistes : l'ensemble des dirigeants politiques et des intellectuels « laïcs » malaisiens nourrissent un ressentiment d'une terrifiante virulence à l'encontre des États-Unis. Cet antiaméricanisme « politique », héritier en ligne directe des idéologies anti-impérialiste et tiers-mondiste des années 1970 (sur lesquelles jouait le régime mahathirien)[7], entre désormais en conjonction avec les théories du « complot juif mondial » développées par les réseaux islamistes. Dans les librairies des *shopping malls* de Kuala Lumpur, deux ouvrages connaissent un franc succès : le livre d'Henri Ford sur les « réseaux juifs américains » (dans une réédition qui inclut en appendice le texte apocryphe des *Protocoles des Sages de Sion*) et un petit opuscule intitulé *Les voleurs de Riyadh*, dénonçant la décadence de l'élite dirigeante saoudienne après qu'elle a accepté que les GI's souillent la Terre sainte. Il s'agit d'une double critique : d'une Amérique qui serait sous l'emprise d'ennemis insidieux de l'islam, et de régimes arabes qui seraient aux mains de gouvernants corrompus ; et donc d'un double déni de centralité, qui témoigne de la dérive

d'imaginaires politiques refusant de s'arrimer aux capitales morales autoproclamées (Riyadh, capitale du monde musulman sunnite, et Washington, capitale du « monde libre » et de la modernité capitaliste, renvoyées dos-à-dos à leurs prétentions).

L'extrême volatilité politique de l'Indonésie

En Indonésie, la situation paraît autrement plus volatile encore. L'échéance des élections législatives et présidentielles de 2004 influe sur l'ensemble des stratégies des grands acteurs du jeu politique. La donne partisane est notamment modifiée par le déclin sensible de la popularité du Parti démocratique indonésien-Combat (PDI-P) de la présidente Megawati Sukarnoputri auprès des « groupes pauvres » de la société. Le soutien apporté inopinément par Megawati au gouverneur de Djakarta, Sutiyoso – un personnage haï par le « petit peuple » de la rue[8] – lui a aliéné une fraction conséquente de son électorat populaire. D'autant que la rumeur court que ce soutien politiquement suicidaire aurait eu pour contrepartie le versement de fonds au profit du PDI-P par l'un des grands patrons du crime djakartanais, Tomy Winata. Le PDI-P a en outre profondément souffert de la guerre des chefs à laquelle se sont livrés Taufik Kiemas (mari de la présidente) et Arifin Panigoro en 2002. Les autres grands partis vainqueurs de l'élection de juin 1999 sont également très affaiblis. Le Golkar, ancien parti gouvernemental, peine à se remettre de la condamnation pour corruption de son chef Akbar Tandjung ; le Parti du réveil national (PKB) est divisé par la querelle entre Abdurrahman Wahid (ex-président et ancien dirigeant de la Nahdlatul Ulama) et Hasyim Muzadi (actuel dirigeant de ladite organisation) ; et le Parti du développement unitaire (PPP) est meurtri par une fronde parlementaire.

La tentation est donc grande, pour les petites formations islamistes de l'Axe du Centre (*Poros Tengah*), alliées au Parti du mandat national d'Amien Raïs (PAN), d'entamer une guerre de positions populiste contre le gouvernement. La crise irakienne permet de fait des rapprochements politiques jusqu'alors problématiques. Au cours de la grande manifestation anti-guerre du 30 mars à Djakarta, qui a rassemblé plus de 350 000 personnes, Amien Raïs a pris la parole aux côtés de Nurcholish Madjid (*Cak* Nur), penseur emblématique de l'islam moderniste, et d'Achmad Sumargono, l'une des figures historiques du Bureau pour la propagation de la foi (le DDII – l'un des centres nerveux des mouvances fondamentalistes contemporaines). *Cak* Nur a lapidairement déclaré que « la paix du monde est aujourd'hui détruite par un homme qui a pour nom Bush »[9].

Jamais le clivage simpliste « traditionalistes (modérés)/réformistes (radicaux) » n'a été moins opératoire, au plan de l'analyse, que depuis les attentats du 11 septembre 2001. À preuve, le mouvement de jeunesse de la Nahdlatul Ulama (organisation « traditionaliste »), l'ANSOR, n'a pas hésité à menacer d'expulser *manu militari*

les diplomates américains et britanniques dès l'annonce du début des frappes militaires en Irak. *Gus* Dur (Abdurrahman Wahid) avait lui-même parfois versé, ces derniers mois, dans un antiaméricanisme facile, reprochant aux États-Unis d'avoir fait le lit du fondamentalisme en le « lâchant » au plus fort de la crise politique de l'été 2001. Que l'ANSOR se retrouve soudain aux côtés des Jeunesses de la Muhammadiyah, des Jeunesses musulmanes d'Indonésie (GPI) et même du Front des défenseurs de l'islam (FPI) indique qu'à présent le positionnement politique des mouvements musulmans se fait en fonction des enjeux du débat public, au coup par coup pour ainsi dire, et non plus en vertu d'une ligne de conduite dictée par les seules conditions de la concurrence idéologique nationale. Cette reconfiguration du champ politico-religieux est probablement pour partie la conséquence directe de la contrainte externe induite par la lutte anti-terroriste – interprétée par la plupart des intellectuels musulmans comme le prétexte fallacieux d'une ingérence dans les affaires intérieures du pays. Ainsi, les oulémas de la Nahdlatul Ulama et de la Muhammadiyah (principal mouvement « réformiste ») ont conjointement protesté en 2002 contre un projet de décret présidentiel autorisant les forces de police à pénétrer sans notification préalable dans les pensionnats coraniques, dans le cadre d'une intensification de la lutte anti-terroriste préconisée par Washington. La guerre en Irak accélère encore le brouillage des frontières entre mouvements musulmans « traditionalistes » et « réformistes », de la même manière qu'elle abrase (tout au moins au niveau du discours des uns et des autres) l'antagonisme entre sunnites et chiites.

Au registre des déclarations péremptoires, la démarcation entre intellectuels laïcs et dirigeants religieux se fait toujours plus ténue. Amien Raïs n'hésite pas à qualifier George Bush de « criminel de guerre qui doit être amené au tribunal de La Haye » en lieu et place de Slobodan Milosevic[10], tandis que Syafii Maarif, le dirigeant de la Muhammadiyah, déclarait fin janvier 2003 que les discours du président américain sur la menace irakienne étaient « les propos d'un fou ». Hasyim Muzadi et Syafii Maarif avaient par ailleurs refusé à l'unisson une invitation à Washington en signe de protestation contre les restrictions de visas touchant les voyageurs indonésiens[11]. Mais un antiaméricanisme et un antisionisme délirants affectent également les élites universitaires laïques[12]. Dans un article paru dans *Suara Hidayatullah*, un professeur de psychologie de l'université d'Indonésie tente de justifier son appel au boycott des produits américains en dressant une étrange généalogie des liens entre l'État d'Israël, les « réseaux sionistes internationaux » et les marques Pepsi et Coca-Cola – allant jusqu'à sous-entendre que la première guerre du Golfe aurait été motivée par l'ambition des deux compagnies de s'implanter dans les États arabes à la force des M-16[13] ! Peu après l'attentat de Bali du 12 octobre 2002, un groupe d'enseignants de science politique de la même université (publique) avaient commis un pamphlet affirmant que « la CIA et

Israël » étaient à l'origine de la tragédie, qui avait pour finalité de permettre aux États-Unis de justifier la mise sous tutelle de l'Indonésie, une opération destinée à briser « l'esprit de résistance » du monde musulman.

Ce thème du complot (juif, sioniste, chrétien, communiste, américain, etc.) est récurrent dans la prose islamiste indonésienne depuis la fin des années 1970, date de la réorganisation des réseaux masjumistes radicaux[14]. La menace fantasmée d'une « christianisation » à marche forcée de l'archipel inspire aux intellectuels organiques du néo-fondamentalisme, signataires d'articles incendiaires dans le magazine *Sabili*, des scénarios de politique-fiction qui dépeignent la transformation du pays en un agglomérat de « républiques chrétiennes » à l'horizon des quatre prochaines décennies[15]. Le conflit des îles Moluques a été interprété par les mouvements islamistes comme l'indice d'une ingérence malfaisante de réseaux pentecôtistes s'acharnant à attenter à l'unité de l'*ummat* (la communauté des croyants)[16]. Rien de neuf, donc, sous le soleil noir des va-t-en-guerre. Ce qui, en revanche, est nouveau, et ne laisse pas d'inquiéter les analystes, c'est l'essaimage rapide de cette thématique au sein de segments jadis religieusement neutres de l'élite intellectuelle.

Certes, les actions « punitives » mises en œuvre par les groupuscules radicaux afin de faire plier l'« hyperpuissance américaine » sont pour l'heure dérisoires. Appels au boycott des restaurants Mac Donald's et Kentucky Fried Chicken (qui ne désemplissent pourtant pas dans le quartier chic de Kemang), suggestion de remplacer le dollar par l'euro dans les comptes de la nation, menaces d'« arrestation et d'interrogatoire des étrangers favorables à la guerre en Irak », promesse d'envoi de contingents de djihadistes à Bagdad, mais pour l'heure aucune agression physique de ressortissants américains, australiens ou européens : la violence anti-occidentale n'est pas véritablement de mise. Toutes les grandes organisations religieuses du pays, de la Muhammadiyah au Conseil des oulémas (MUI), ont appelé à la retenue. Surtout, les équilibres politiques et les dispositifs juridiques faisant obstacle à la conversion de la république indonésienne en un « État islamique » n'ont pas été mis à mal par la diffusion des thèses fondamentalistes. Les tentatives d'islamisation « par le haut » de l'État et de la société ont échoué. Malgré le dépôt d'une motion à la chambre basse de l'Assemblée nationale, les petits partis islamistes n'ont pas obtenu l'inscription, dans le préambule de la Constitution de 1945, de l'obligation pour tout citoyen musulman de suivre scrupuleusement la *sharia*. Le débat sur l'application du *hudud*, et surtout des châtiments corporels prescrits pour les crimes d'adultère et d'impiété, n'a pas encore fait souche en Indonésie, alors qu'il fait rage depuis dix-huit mois en Malaisie[17]. Les tentatives d'« islamisation par le bas » n'ont pas été plus concluantes. Les mouvements néo-wahhabites comme le Front des défenseurs de l'islam (FPI), engagé dans le « pourchas du mal », et les milices armées comme les *Laskar Jihad* ont été contraints de se dissoudre lorsque l'armée et la police, prenant soudainement conscience de leur trop rapide auto-

nomisation dans la gestion des marchés de ressources illicites, les ont sommés de déposer grenades et matraques.

Mais les conditions de prise de parole dans le débat public national ont en définitive profondément changé, signalant la victoire indirecte de thèses radicales qui se sont banalisées. Tant à Kuala Lumpur qu'à Djakarta, les tenants autoproclamés d'un « islam libéral » ont vu leur espace d'affirmation politique et idéologique toujours plus rogné par la surenchère islamiste et la convergence entre les divers courants de la protestation antiaméricaine. Déjà, des pamphlets vendus à l'étal appellent ouvertement à l'élimination de « ces ennemis que l'islam porte en son sein » : les membres du groupe de l'*islib* (acronyme d'islam libéral)[18]. En Malaisie, le groupe des *Sisters in Islam*, qui entend faire œuvre d'*ijtihad* (réinterprétation du texte coranique et des *ahadith*) pour contrer les théories misogynes des oulémas conservateurs, est de plus en plus violemment en butte aux condamnations des lettrés pieux, et ne peut plus qu'à grand-peine accéder aux colonnes des principaux grands quotidiens.

La suspicion au cœur des relations entre États

La guerre d'Iraq révèle et accentue ce processus de raréfaction des espaces de libre prise de parole. Ce n'est pas le spectre de la révolution sociale fondamentaliste qui plane sur les destinées politiques des sociétés musulmanes d'Asie du Sud-Est, mais bien plutôt celui d'une diminution des options idéologiques de leurs élites. Seuls les deux petits pays prospères du monde malais, qui ne connaissent pas ou si peu la contrainte des opinions publiques pour les avoir patiemment muselées, ont apporté leur soutien aux opérations militaires en Irak : sur un mode vocal Singapour, allié fidèle des États-Unis pour qui la lutte contre le fondamentalisme religieux est une priorité de politique intérieure depuis l'arrestation de militants de la *Jemaah islamiyah*, et par son silence Brunei Darussalam, sultanat pétrolier dont l'économie de rente et les intrigues de palais feutrées ne souffrent pas le conflit avec les grands de ce monde. Mais la peur du pire sévit même dans ces enclaves pro-occidentales liberticides. Singapour, qui redoute que la Malaisie et l'Indonésie n'exportent sur son sol le mal islamiste, entend s'entourer d'un cordon sanitaire en pratiquant des fouilles musclées aux postes frontières. Brunei craint que la cohorte des laissés-pour-compte de l'économie tertiaire en crise (principalement bengladeshis) ne se radicalise : un haut fonctionnaire du sultanat ne s'inquiète-t-il pas de « ces groupes de quatre ou cinq individus désœuvrés qui se forment au crépuscule dans les rues de la capitale » ?

Cette peur envenime les relations, officiellement toujours au beau fixe, entre les États. Qu'il s'agisse du conflit pour l'eau entre Singapour et la Malaisie, des litiges maritimes opposant Brunei à la Malaisie ou des problèmes d'immigration clandestine entre l'Indonésie et la Malaisie, l'appréciation du niveau de risque politique chez

le voisin immédiat intervient de plus en plus dans la définition et la conduite des négociations avec ce dernier. Enfin, le rôle qu'entendaient jouer les États-Unis dans la sous-région en matière de sécurité collective semble durablement compromis par les mouvements de colère antiaméricains qui agitent les opinions publiques. Aucun scénario philippin d'intervention militaire directe des *Seals* contre les groupuscules fondamentalistes n'est à présent envisageable en Indonésie, non plus que l'envoi de missions d'enquête de la CIA ou du FBI, alors même que le développement de la coopération policière avec les autorités de Djakarta reste de prime importance pour progresser dans l'intelligence des réseaux impliqués dans les attentats de Bali. À Kuala Lumpur, le projet d'ouverture d'un Centre de contre-terrorisme, avalisé par une résolution de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ANSEA), a dû être freiné du fait des protestations véhémentes du PAS, qui y voyait une inadmissible ingérence étrangère[19]. En butte à l'hostilité des foules et à la prudence des gouvernants, ne disposant plus d'aucun point d'appui auprès des intellectuels laïcs délégitimés par les autorités religieuses, les États-Unis auront bien du mal à renouer un dialogue politique et stratégique avec les grandes nations d'Asie du Sud-Est. ■

Romain Bertrand est chercheur au CERI (FNSP), spécialiste de l'Indonésie. Il vient de publier *L'Indonésie, la démocratie invisible. Violence, magie et politique à Java*, Karthala, 2002.
E-mail : **bungkarno@wanadoo.fr**

1. Cet article est le fruit d'une mission de recherche financée par *Critique internationale*, menée en Malaisie, au Brunei, à Singapour et en Indonésie du 10 au 29 mars 2003, au moment précis du déclenchement des opérations militaires en Irak.
2. Sur le combat PAS-UMNO comme matrice du processus d'islamisation du débat public malaisien, consulter F. Noor, « Islam et politique en Malaisie : une trajectoire singulière », *Critique internationale*, n° 13, octobre 2001, pp. 103-118.
3. P. Martinez, « The islamic state of the state of Islam in Malaysia », *Contemporary Southeast Asia*, 22 (3), décembre 2001.
4. Rappelons que le Parti islamique de Malaisie (PAS), né en 1951 d'un schisme au sein de l'UMNO, a toujours joué le jeu du parlementarisme national – devenant un parti de gouvernement dans l'État du Kelantan durant plus de quatre décennies. L'Association des jeunesses musulmanes de Malaisie (ABIM), même si elle entretient un discours antisioniste et ne fait pas mystère de son soutien aux causes tchétchène et moros, n'a jamais prôné le recours à la violence. L'ABIM compte en fait autant de membres actifs au sein des ministères tenus par l'UMNO que dans les formations d'opposition.
5. *Harakahdaily.net*, rubrique « Pendapat pembaca », avril 2003.
6. « War on Iraq, a zionist war », communiqué de presse du président de l'ABIM, Ahmad Azam Abdul Rahman, 22 mars 2003. L'antisémitisme de l'ABIM (et du DDII en Indonésie) se renforce de l'antisionisme radical dont ces mouvances islamistes ont fait montre en soutenant publiquement les factions les plus violentes de la seconde *intifada*, légitimant le recours aux attentats-suicides comme modalité de *jihad*. Dans cette vision délirante d'un monde de complots contre l'islam, l'État-nation israélien et les prétendus « réseaux juifs » transnationaux se renforcent l'un l'autre pour attenter à l'unité de la communauté des croyants musulmans.

7. Pour un exemple d'antiaméricanisme politique, sous la plume d'un auteur qui se définit comme un intellectuel libéral laïc, voir F. Noor, « An open letter to George W. Bush, President (disputed) of the United States of America », *Malaysiakini.com*, 9 février 2003.

8. Sur cette affaire, lire F. Steijlen, « Sutiyoso's re-election as Governor of Jakarta », *Bijdragen tot de Taal, Land en Volkenkunde*, 158 (3), 2002, pp. 513-527.

9. « Hundreds of thousand call for end of war », *The Jakarta Post*, 31 mars 2003.

10. A. Raïs, « Seluruh dunia menolak perang, kecuali AS », *Suara Muhammadiyah*, avril 2003.

11. « NU, Muhammadiyah leaders refuse US invitation », *The Jakarta Post*, 28 janvier 2003.

12. Dans le cadre d'un État religieux reposant sur le principe de la « croyance en un dieu unique », la notion de laïcité possède un sens très différent de celui que lui confère l'idéologie républicaine française. Elle désigne des logiques de positionnement intellectuel déliées de la référence à une appartenance confessionnelle.

13. F. Azim, « Iraq, SaraLee dan poros kejahatan », *Suara Hidayatullah*, 3 avril 2003.

14. Sur cet antisémitisme délirant, lire J. Siegel, « *Kiblat* and the mediatic Jew », *Indonesia*, n° 69, avril 2000, pp. 9-40. Le Masjumi, parti social-démocrate musulman interdit en 1960 par Sukarno, a donné naissance dans les années 1970 à une mouvance radicale refusant de jouer plus avant le jeu du parlementarisme.

15. R. Madinier, « Du temps des chameaux à celui du béton radioactif : les nouveaux usages islamistes du passé », *Archipel*, n° 64, 2002, pp. 145-161.

16. Sur la construction idéologique des conflits moluquois, lire G. van Klinken, « The Maluku wars : bringing the society back in », *Indonesia*, n° 71, avril 2001, pp. 1-26.

17. F. Noor, « Why Hudud ? (Why not ?) », dans *The Other Malaysia. Writings on Malaysia's Subaltern History*, Silverfish Books, Kuala Lumpur, 2002, pp. 313-318.

18. Andrée Feillard, communication personnelle.

19. « Uproar over anti-terror center in Malaysia », *Asia Times*, 1er novembre 2002.